

MINISTERE DES HYDROCARBURES

Décret n° 2007 - 292 du 31 mai 2007 portant approbation des statuts de l'agence de régulation de l'aval pétrolier.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 31-2006 du 12 octobre 2006 portant création de l'organe de régulation du secteur pétrolier aval ;

Vu le décret n° 2002-369 du 30 novembre 2002 fixant les attributions et la composition des organes de gestion et de tutelle des entreprises et des établissements publics ;

Vu le décret n° 2007-181 du 3 mars 2007 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décrète :

Article premier : Sont approuvés les statuts de l'agence de régulation de l'aval pétrolier dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 31 mai 2007.

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Le ministre d'Etat,
ministre des hydrocarbures,

Jean Baptiste TATI LOUTARD

Le ministre de l'économie,
des finances et du budget

Pacifique ISSOÛBEKA

STATUTS DE L'AGENCE DE REGULATION DE L'AVAIL PÉTROLIER

TITRE I : DISPOSITION GENERALE

Article premier : Les présents statuts fixent, conformément à la loi n° 31-2006 du 12 octobre 2006 portant création de l'agence de régulation de l'aval pétrolier, les missions, l'orga-

nisation et le fonctionnement de l'agence de régulation de l'aval pétrolier, établissement public administratif jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

TITRE II : DES MISSIONS, DU SIEGE SOCIAL, DE LA DUREE ET DE LA TUTELLE

Chapitre 1 : Des missions

Article 2 : L'agence de régulation de l'aval pétrolier a pour missions d'assurer la régulation, le suivi et l'évaluation du secteur aval pétrolier.

A ce titre, elle est chargée, notamment, de:

- veiller au respect de la mise en oeuvre des mécanismes de stabilisation des approvisionnements et de la régularité de la distribution des produits pétroliers sur le marché national ;
- veiller à la constitution et à la gestion des stocks de sécurité et des stocks stratégiques ;
- veiller au respect de la mise en oeuvre des mécanismes de stabilisation des prix des produits pétroliers sur le marché national au moyen d'un fonds ;
- veiller, d'une manière impartiale, à l'observation de la réglementation, des cahiers de charges et normes applicables aux activités régies par la législation en vigueur sur l'aval pétrolier, ainsi qu'à l'organisation des opérations d'audit pour le contrôle des coûts ;
- veiller au respect et à l'application de la réglementation technique en ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, l'environnement, la tarification et le principe d'accès non discriminatoire des installations aux tiers, édictée par le ministère chargé des hydrocarbures et d'autres administrations centrales ;
- prévenir les abus et les dysfonctionnements susceptibles d'affecter les activités du secteur pétrolier aval ;
- constater les infractions commises par les opérateurs du secteur pétrolier aval, sans préjudice des autres dispositions législatives et réglementaires ;
- émettre des avis sur les dossiers de demande d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice des activités du secteur pétrolier aval ;
- émettre des avis sur les dossiers concernant les retraits d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice des activités du secteur pétrolier aval ;
- favoriser la politique d'implantation et de concurrence non discriminatoire conforme à la protection des intérêts respectifs des exploitants et des consommateurs ;
- proposer toute réforme normative dans le secteur pétrolier aval ;
- prospecter, rechercher et mettre en oeuvre toutes les mesures susceptibles de permettre la valorisation au mieux des produits pétroliers issus des installations du pays ;
- accéder à toute information ou tout document auprès des professionnels du secteur pétrolier aval ;
- procéder, en tant que de besoin, à toute audition ou investigation dans le respect des obligations professionnelles ;
- créer un cadre propice à la formation du personnel, afin de contribuer à la constitution d'un pôle de compétences dans le domaine de la régulation et du suivi des normes applicables au secteur pétrolier aval ;
- assurer le suivi et la gestion des actes contractuels et, d'une manière générale, traiter des questions d'ordre juridique ;
- participer aux réunions internationales ayant trait à l'aval pétrolier et entretenir des relations de coopération technique et financière avec les organismes internationaux agissant dans ce domaine.

Chapitre 2 : Du siège social, de la durée et de la tutelle

Article 3 : Le siège de l'agence de régulation de l'aval pétrolier est fixé à Brazzaville.

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national sur décision du comité de direction.

Article 4 : La durée de l'agence de régulation de l'aval pétrolier est illimitée.

Toutefois, elle peut être dissoute conformément à la législation en vigueur.

Article 5 : L'agence de régulation de l'aval pétrolier est placée sous la tutelle du ministère chargé des hydrocarbures.

TITRE III : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE GESTION

Article 6 : L'agence de régulation de l'aval pétrolier est administrée par :

- un comité de direction ;
- une direction générale.

Chapitre 1 : Du comité de direction

Article 7 : Le comité de direction est l'organe de délibération de l'agence de régulation de l'aval pétrolier.

Il délibère sur les questions relatives à la gestion de l'agence de régulation de l'aval pétrolier, notamment :

- la politique générale de l'agence ;
- l'organigramme, le règlement intérieur, la grille des rémunérations et les avantages des personnels ;
- les objectifs et les programmes d'action conformément aux objectifs globaux du secteur aval pétrolier ;
- le budget, les comptes, les états financiers annuels et les rapports d'activités ;
- le bilan ;
- la gestion des ressources humaines ;
- l'approbation des contrats ou toutes autres conventions, y compris les emprunts ;
- l'aliénation des biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, conformément à la loi.

Article 8 : Le comité de direction de l'agence de régulation de l'aval pétrolier est composé ainsi qu'il suit :

- un président ;
- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant du ministère chargé des hydrocarbures ;
- un représentant du ministère chargé de l'économie et des finances ;
- un représentant du ministère chargé du commerce ;
- un représentant du ministère chargé de l'environnement ;
- un représentant du ministère chargé du transport ;
- un représentant du personnel ;
- un représentant des usagers du secteur aval pétrolier ;
- le directeur général de l'agence ;
- deux personnalités nommées en raison de leurs compétences et leur expérience par le Président de la République.

Article 9 : Le comité de direction peut faire appel à toute personne ressource.

Article 10 : Le président du comité de direction est nommé par décret du Président de la République, sur proposition du ministre chargé des hydrocarbures.

Les autres membres du comité de direction sont nommés par arrêté du ministre chargé des hydrocarbures sur proposition des institutions qu'ils représentent.

Article 11 : Le président du comité de direction a pour missions de :

- convoquer, présider les réunions du comité de direction et fixer leur ordre du jour ;
- assurer le contrôle de l'exécution des délibérations du comité de direction ;
- signer tous les actes approuvés par le comité de direction.

Article 12 : Le comité de direction se réunit deux fois par an en session ordinaire, sur convocation de son président.

Toutefois, il peut se réunir en session extraordinaire, sur convocation de son président ou à la demande des deux tiers de ses membres.

Article 13 : Le comité de direction ne peut valablement délibérer que si les deux tiers des membres sont présents. En cas d'empêchement, le membre absent donne mandat à un membre présent. Aucun membre présent ne peut être porteur de plus de deux mandats.

A défaut de réunir les deux tiers, le président constate l'absence de quorum et convoque une autre réunion qui se tient au plus tard dans les quinze jours qui suivent.

Dans ce cas, le comité délibère valablement s'il réunit la moitié de ses membres.

Article 14 : Les délibérations sont prises à la majorité simple; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Chaque membre en position minoritaire, peut émettre par écrit son opinion contraire annexée à la décision de la majorité.

Article 15 : Les membres du comité de direction perdent leur mandat lorsque :

- ils ne remplissent plus les conditions de nomination au comité de direction ;
- ils n'appartiennent plus à l'organisation qui les a désignés.

Article 16 : Le mandat de membre du comité de direction prend fin par suite de démission, de déchéance ou de perte de la qualité qui a motivé la nomination, de révocation ou d'incapacité physique dûment constatée.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges, il est pourvu à la nomination de nouveaux membres dans le délai d'un mois dans les conditions fixées aux articles 8 et 10 des présents statuts.

Article 17 : Le membre du comité de direction nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir de la durée du mandat de son prédécesseur.

Article 18 : Les membres du comité de direction nommés peuvent être révoqués, à tout moment, par le Président de la République sur proposition du ministre chargé des hydrocarbures.

Article 19 : Les fonctions de membre du comité de direction sont gratuites.

Toutefois, les membres du comité de direction perçoivent les frais de session fixés par le comité de direction.

En cas de déplacement, ils perçoivent les frais de transport et de séjour.

Article 20 : Le secrétariat du comité de direction est assuré par le directeur général de l'agence de régulation de l'aval pétrolier.

Article 21 : Les délibérations du comité de direction font l'objet d'un procès-verbal consigné dans un registre spécial tenu au siège et consigné par le président et le secrétaire de séance. Ce procès-verbal mentionne les noms des membres présents ou représentés ainsi que ceux des personnes invitées à titre consultatif et est lu et approuvé par le comité de direction lors de la session suivante.

Un exemplaire du procès-verbal est adressé à chacun des membres du comité de direction.

Article 22 : Les délibérations du comité de direction sont exécutoires immédiatement sauf celles qui sont soumises, conformément aux textes en vigueur, à l'approbation du Conseil des

ministres, notamment :

- la modification des statuts de l'agence ;
- le transfert du siège ;
- la dissolution de l'agence ;
- les souscriptions d'emprunts.

Article 23 : Aucun des membres du comité de direction ne peut passer une convention avec les tiers sans l'autorisation du comité de direction.

Chapitre 2 : De la direction générale

Article 24 : La direction générale assure la gestion quotidienne de l'agence dans l'intervalle des sessions du comité de direction.

Article 25 : La direction générale est dirigée et animée par un directeur général nommé par décret en Conseil des ministres.

Le directeur général est chargé, notamment, de :

- soumettre à l'adoption du comité de direction, les projets d'organigramme et de règlement intérieur, ainsi que la grille des rémunérations et des avantages des personnels ;
- préparer le budget, les rapports d'activités ainsi que les comptes et les états financiers qu'il soumet au comité de direction pour approbation et arrêt ;
- assurer la coordination technique, administrative et financière de l'agence et de l'ensemble de ses activités ;
- recruter, noter, licencier les membres du personnel et fixer les rémunérations et avantages, sous réserve des prérogatives reconnues au comité de direction ;
- procéder aux achats, passer et signer les marchés, contrats et conventions liés au fonctionnement de l'agence, en assurer l'exécution et le contrôle, dans le strict respect du budget, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- représenter l'agence dans tous les actes de la vie civile ;
- préparer les délibérations du comité de direction et en exécuter les décisions ;
- prendre, dans la limite de ses attributions et de celles qui lui sont spécialement déléguées par le comité de direction ou son président, toutes les initiatives ;
- prendre toute mesure conservatoire nécessaire à la bonne marche de l'agence, à charge pour lui d'en rendre compte au comité de direction ;
- ester en justice pour le compte de l'agence, en avisant toutefois le président du comité de direction ;
- autoriser, dans le cadre des budgets approuvés, les engagements de dépenses de fournitures, d'études, de services et de travaux ;
- contracter ou résilier toute assurance ;
- signer et résilier les baux de l'agence ;
- représenter l'agence vis-à-vis de l'Etat, des administrations publiques, des administrations privées et des tiers et, agir en son nom.

Article 26 : Le directeur général est l'ordonnateur principal du budget de l'agence.

Il a autorité sur tout le personnel qu'il apprécie et note suivant la législation et la réglementation en vigueur. Il peut déléguer une partie de ses attributions aux directeurs centraux.

Article 27 : Le directeur général de l'agence établit, avant le 31 mai, un rapport annuel sur les activités de l'agence, au cours de l'année écoulée.

Ce rapport expose également la situation d'ensemble du secteur pétrolier aval en République du Congo, du point de vue de l'application de la législation et de la réglementation en vigueur. Il est transmis au ministre chargé des hydrocarbures.

Article 28 : Le directeur général est responsable devant le comité de direction.

Article 29 : La direction générale de l'agence de régulation de l'aval pétrolier, outre le secrétariat de direction, le service de l'audit interne, le service des technologies de l'information et de communication comprend :

- la direction technique ;
- la direction administrative et financière ;
- les antennes départementales.

Section 1 : Du secrétariat de direction

Article 30 : Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- la réception et l'expédition du courrier ;
- l'analyse sommaire des correspondances et autres documents ;
- la saisie et la reprographie des correspondances et autres documents administratifs ;
- et, de toutes autres tâches qui peuvent lui être confiées.

Section 2 : Du service de l'audit interne

Article 31 : Le service de l'audit interne est dirigé et animé par un chef de service.

Il est chargé, notamment, de s'assurer de :

- la qualité et l'intégrité des informations opérationnelles et financières ;
- l'application correcte des procédures, instructions et règlements en vigueur ;
- la protection ou la sauvegarde du patrimoine ;
- la mise en oeuvre des objectifs et missions assignés par les instances dirigeantes ;
- l'efficacité et la bonne utilisation des ressources de l'agence.

Section 3 : Du service des technologies de l'information et de communication

Article 32 : Le service des technologies de l'information et de communication est dirigé et animé par un chef de service. Il est chargé, notamment, de :

- harmoniser l'outil informatique appliqué à la gestion, à la régulation de l'aval pétrolier et à la bureautique professionnelle ;
- développer une informatique orientée vers les outils de travail centrés sur les produits pétroliers, intégrant le pilotage de la régulation et les technologies de l'information et de la communication ;
- réaliser un réseau de type intranet ;
- construire et alimenter une base de données de synthèse sur les activités de gestion du secteur pétrolier aval.

Section 4 : De la direction technique

Article 33 : La direction technique est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- mettre en oeuvre les mécanismes financiers et techniques de stabilisation des prix des produits pétroliers au moyen d'un fonds ;
- mettre en oeuvre les mécanismes de stabilisation des approvisionnements et de régularité de la distribution des produits pétroliers sur le marché national ;
- veiller à la constitution et à la gestion des stocks de sécurité et des stocks stratégiques ;
- veiller d'une manière impartiale à l'observation de la réglementation, des cahiers de charges et normes applicables aux activités régies par la législation en vigueur sur l'aval pétrolier, ainsi qu'à l'organisation des opérations d'audit technique ;
- veiller au respect et à l'application de la réglementation technique en ce qui concerne l'hygiène, la sécurité, l'environnement, la tarification et le principe d'accès non discriminatoire des

installations aux tiers ;

- prévenir les abus et les dysfonctionnements susceptibles d'affecter les activités du secteur pétrolier aval ;
- constater les infractions commises par les opérateurs du secteur pétrolier aval, sans préjudice des autres dispositions législatives et réglementaires ;
- émettre des avis sur les dossiers de demande d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice des activités du secteur pétrolier aval ;
- émettre des avis sur les dossiers concernant les retraits d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice des activités du secteur pétrolier aval ;
- favoriser la politique d'implantation et de concurrence non discriminatoire conforme à la protection des intérêts respectifs des exploitants et des consommateurs ;
- proposer toute réforme normative dans le secteur pétrolier aval ;
- prospecter, rechercher et mettre en oeuvre toutes les mesures susceptibles de permettre la valorisation au mieux des produits pétroliers issus des installations du pays ;
- concevoir, proposer, suivre et veiller à l'application de la politique nationale en matière d'approvisionnement en produits pétroliers ;
- contrôler la conformité des installations liées aux activités du secteur pétrolier aval.

Article 34 : La direction technique comprend :

- le service de stabilisation des prix ;
- le service de la gestion des approvisionnements ;
- le service du contrôle technique.

Section 5 : De la direction administrative et financière

Article 35 : La direction administrative et financière est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer les affaires administratives, juridiques et le contentieux ;
- gérer les ressources humaines ;
- gérer les finances et le matériel ;
- gérer les archives et la documentation ;
- assurer la formation du personnel, afin de contribuer à la constitution d'un pôle de compétences dans le domaine de la régulation du secteur pétrolier aval ;
- veiller à la bonne application de la réglementation en matière de raffinage, de stockage, de distribution, de commercialisation, d'importation, d'exportation, de réexportation et de transport des produits pétroliers ;
- veiller d'une manière impartiale à l'observation de la réglementation en vigueur sur l'aval pétrolier, ainsi qu'à l'organisation des opérations d'audits financiers.

Article 36 : La direction administrative et financière comprend :

- le service de l'administration et des ressources humaines ;
- le service des finances, de la comptabilité et du matériel ;
- le service des archives et de la documentation.

Section 6 : Des antennes départementales

Article 37 : Les antennes départementales de l'agence de régulation de l'aval pétrolier sont régies par des textes spécifiques.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 38 : Les ressources de l'agence de régulation de l'aval pétrolier sont constituées par :

- la subvention de l'Etat ;
- le pourcentage du prix d'entrée en distribution défini dans la structure des prix des produits pétroliers ;
- les produits des prestations de l'agence ;
- les produits des pénalités et amendes affectés ;
- les dons et legs ;
- toute autre ressource affectée par la loi des finances.

Article 39 : La gestion financière et comptable de l'agence obéit aux règles de la comptabilité publique.

TITRE V : DES CONTROLES

Article 40 : L'agence de régulation de l'aval pétrolier est soumise au contrôle économique et financier de l'Etat dans les formes et conditions prévues par les textes en vigueur.

TITRE VI : DU STATUT DU PERSONNEL

Article 41 : L'agence de régulation de l'aval pétrolier comprend deux catégories d'agents :

- le personnel de la fonction publique détaché à l'agence ;
- le personnel contractuel de l'agence.

Article 42 : Le personnel de la fonction publique est régi par le statut général de la fonction publique et les textes subséquents.

Toutefois, le personnel de la fonction publique affecté à l'agence de régulation de l'aval pétrolier bénéficie des avantages accordés par la convention collective des sociétés de recherche et de production des hydrocarbures.

Article 43 : Le personnel contractuel de l'agence de régulation de l'aval pétrolier est régi par la convention collective des sociétés de recherche et de production des hydrocarbures.

TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 44 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre chargé des hydrocarbures.

Article 45 : Chaque direction centrale dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 46 : Tout contentieux est réglé selon les formes et conditions prévues par les textes en vigueur.

Article 47 : La dissolution ou la liquidation de l'agence de régulation de l'aval pétrolier est prononcée conformément à la législation en vigueur.

Article 48 : Les présents statuts sont approuvés par décret en Conseil des ministres.